

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 34 (2008)

Heft: 2

Artikel: L'exit des meilleurs : la démobilisation associative des quartiers

Autor: Masclet, Olivier

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-814553>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'exit des meilleurs La démobilisation associative des quartiers

Olivier Masclet*

1 Introduction

Les émeutes de novembre 2005 s'inscrivent dans la longue suite des événements violents qui ont caractérisé la France urbaine du dernier quart du vingtième siècle. Depuis la fin des années 1970, une partie de la jeunesse, celle des quartiers, connaît de brutales explosions de colères, le plus souvent à la suite de confrontations brutales avec les forces de police (Bachmann et al., 2002). Mais les émeutes de novembre présentent certaines singularités par rapport aux autres événements qui empêchent de les analyser dans les mêmes termes : par la jeunesse des protagonistes – le plus souvent il s'agissait de jeunes mineurs –, leur durée – elles se sont étalées sur trois semaines –, et leur extension géographique – parties d'une commune de la banlieue parisienne, elles se développent ensuite dans de nombreuses villes franciliennes et de province –, elles ont sans doute une autre signification sociale et politique (Lagrange, 2006; voir aussi: Mucchielli, 2006). Notre propos, dans cet article, est d'interroger les raisons pour lesquelles ces récents événements n'ont pas trouvé de traduction en une parole politique. Le mécontentement, selon Albert Hirschman, débouche dans certains cas sur la protestation ou la prise de parole (*voice*). Mais il peut aussi conduire à la fuite (*exit*) (Hirschmann, 1995). Les émeutes qui ont eu lieu entre la fin des années 1970 et le début des années 1980 ont été suivies par une intense activité militante d'une grande partie de la jeunesse d'origine immigrée. Ce militantisme a pu être décrit comme la prise de parole des jeunes stigmatisés des cités (Jazouli, 1986). Il ne s'est rien passé de tel à l'issue des émeutes de novembre, les émeutiers, comme l'écrit Hughes Lagrange, sont « restés seuls politiquement » (Lagrange, 2006; voir aussi: Lapeyronnie, 2006). L'explication réside pour partie dans la crise des porte-parole des quartiers. Nombre d'entre eux ont en effet déserté le terrain, contribuant, à travers leur *exit*, à la dépolitisation des quartiers populaires.

Nous rappelons dans un premier temps qu'un nouvel essor militant fut observé dans ces quartiers, dans le sillon de la Marche des Beurs du début des années 1980. Nous analysons ensuite les raisons de la crise de ce militantisme, en mettant en lumière certaines causes empêchant son renouvellement par la génération actuelle :

* Maître de conférence, Université Paris-V Descartes, chercheur au Cerlis-CNRS, Faculté des sciences humaines et sociales - Sorbonne, 45 rue des Saints-pères, 75270 Paris cedex 06, o.mascler@club-internet.fr

principalement la faible reconnaissance des militants beurs et les divisions accrues entre les groupes de jeunes sous le triple effet de la fermeture du marché du travail aux jeunes sans qualification scolaire et professionnelle, de la prolongation des scolarités d'une partie de la jeunesse des cités et de l'accroissement de la ghettoïsation.

2 Sur la « dépolitisation des quartiers »

Parler de « dépolitisation des quartiers » fait courir le risque d'analyser une fois de plus la situation actuelle dans le seul registre du vide et de l'anomie et donc de passer à côté des formes de politisation que d'aucuns repèrent dans les « quartiers populaires » (Hajjat, 2006; voir aussi: Kokoreff, 2003). Il semble néanmoins que l'évolution majeure depuis ces trente dernières années est bien celle d'un appauvrissement de ces quartiers, qui s'observe jusque dans les formes d'expression des populations.

Certains jeunes émeutiers attribuaient sans doute un sens politique au cocktail Molotov qu'ils lançaient sur les CRS. Mais pour beaucoup d'autres, la violence s'inscrivait dans un autre registre: à l'agression policière et à l'agression verbale du ministre de l'intérieur les traitant de « racaille » ils répondaient sur le mode du défi viril, dans la logique propre au « monde des bandes » dont parle le sociologue Gérard Mauger, c'est-à-dire en fonction des codes de la culture de rue qui est souvent la seule dans laquelle la fraction la plus démunie des jeunes se reconnaît (Mauger, 2006a). Bien sûr, il est toujours possible que le sens de l'action se modifie dans le cours même où elle se produit, autrement dit que les émeutiers évoluent d'un registre à l'autre, de celui des bandes à celui de la politique. Mais cela suppose un travail proprement politique de transformation des émotions populaires en un langage clairement politique, donc tout un travail de conscientisation. Or si les exemples d'une telle transformation ne manquent pas dans l'histoire des révoltes populaires en France (Tilly, 1986), cette conversion ne s'est pas produite durant les émeutes de novembre, en tout cas pas massivement. La meilleure preuve de leur caractère « protopolitique » (Mauger, 2006b) est qu'elles ont très rarement débouché sur des formes d'organisation un peu stables. Très peu d'associations ont vu le jour à la suite de ces émeutes. Dans certaines villes de gauche, des débats ont été organisés pour comprendre le sens de ces émeutes et tenter de politiser après coup les événements. Les observations de certains de ces débats font apparaître que, le plus souvent, les jeunes qui ont été les acteurs de la révolte n'y ont pas participé, faute sans doute de pouvoir se reconnaître dans un travail politique dont ils restent socialement très éloignés (Kokoreff, 2008).

L'expérience du chômage de masse, qui caractérise cette partie de la jeunesse, les voue, comme l'avait montré il y a plus de vingt ans François Dubet, à « la galère » (Dubet, 1987): cette jeunesse se trouve culturellement en rupture avec les générations précédentes des classes populaires qui avaient, elles, été intégrées à la société

industrielle, à la fois à son mode d'organisation économique et à ses modalités d'expression politique. Cette jeunesse socialement démunie n'appartient plus au monde ouvrier et est de ce fait largement étrangère aux valeurs et aux normes qui avaient fonctionné comme repères pour les générations précédentes, notamment le travail, le syndicat, la conscience de classe ... L'exclusion du marché du travail l'exclut, du même coup, de ce à quoi s'identifiaient des groupes sociaux qui avaient été socialisés dans l'univers de la grande industrie.

Si les quartiers sont aujourd'hui, dans une large mesure, déshérités politiquement, il ne faudrait cependant pas grossir les formes passées de la participation politique, suggérer un âge d'or de l'action militante dans les quartiers des banlieues françaises. Car les grands ensembles n'ont jamais été à l'image des quartiers ouvriers traditionnels qui ont fait les grandes heures des conquêtes et des combats du mouvement ouvrier. Dans les années soixante, quand les fractions qualifiées et politisées des classes populaires y habitaient, ces nouveaux quartiers présentaient déjà un autre visage : l'hétérogénéité sociale de leurs populations y étaient beaucoup plus grande que dans les quartiers ouvriers anciens, et la diversité des expériences de travail, des statuts sociaux, des projets résidentiels constituaient des freins puissants à la structuration des habitants sur une base militante ouvrière (Bodin et al., 1963).

Pour autant, sur ce terrain précis du militantisme, la situation des quartiers n'était pas celle qu'on connaît aujourd'hui. Dans les années 1960–1970, en dépit de la diversité des groupes sociaux qui les composaient, ces quartiers étaient les lieux d'un travail politique quotidien qui a contribué à asseoir l'hégémonie politique du parti socialiste et du parti communiste et a favorisé en de nombreuses autres villes des changements de majorité municipale, en permettant à la gauche d'accéder au pouvoir (Guglielmo et al., 1986). Constituée dans l'entre-deux-guerres sur fond de crise des lotissements et de fixation des ouvriers en banlieue en raison de la montée du chômage, la réalité politique de la « banlieue rouge » s'est prolongée bien au-delà de ses conditions sociales et économiques d'origine¹. L'un des facteurs en fut les alliances nouvelles passées entre certaines fractions des classes moyennes et les fractions supérieures des classes populaires dans les années de grande croissance économique dont les grands ensembles furent le théâtre (Barthélémy, 2000). Au début des années 1980, on y observe une nouvelle poussée associative dont les principaux acteurs sont cette fois-ci les enfants des familles algériennes. Ces nouveaux militants qu'on a appelés les « beurs » vont jouer un rôle essentiel dans l'encadrement des habitants, tout particulièrement des jeunes. Ce sont les associations qu'ils animaient qui sont aujourd'hui largement en crise quand elles n'ont pas disparu du paysage politique des cités.

L'appauvrissement politique des « cités » qu'on observe aujourd'hui réside pour partie dans l'affaiblissement de ces porte-parole, qui explique l'absence de jonction

1 Pour une analyse des conditions sociales de genèse de la « banlieue rouge », voir Fourcaut (1986).

entre les émeutiers et les organisations militantes. Avant d'analyser les raisons de son échec, arrêtons-nous d'abord sur la genèse de ce « militantisme beur ».

3 Un nouveau militantisme de cité

Pour rendre compte de ce militantisme, il faut, en premier lieu, évoquer le contexte politique et économique dans lequel les membres de la génération des beurs se sont mobilisés. A la fin du septennat de Giscard d'Estaing, entre 1977 et 1981, des mesures d'une extrême rudesse sont prises qui visent tout particulièrement les Algériens : projet d'interdire le regroupement familial, refus des régularisations et politique d'expulsion des sans-papiers et des jeunes délinquants qui ne sont pas naturalisés (Weil, 1991). Parallèlement à la hausse du chômage dans les milieux ouvriers, « les Maghrébins » sont alors désignés par le pouvoir et une partie des médias comme une population à problème dont le nombre doit être diminué. Aux mesures prises à leur encontre, s'ajoute le racisme anti-arabe qui débouche sur des contrôles d'identité à répétition et à plusieurs reprises sur des violences policières et des crimes racistes. Dans cette conjoncture, on assiste à des mobilisations de différentes formes : contre les expulsions des sans-papiers et la double peine, pour de meilleures conditions de relogement des familles qui se voient barrer l'accès aux HLM, contre la xénophobie (Bouamama, 1994). Les principaux leaders de ces mobilisations sont issus des familles immigrées algériennes, stabilisées en France à la faveur de la crise économique. Certains défendent ce qu'on pourrait appeler un « gauchisme des cités », cherchant à mobiliser les habitants sur une base politique radicale, en opposition à la répression policière, aux expulsions et aux inégalités de classe. D'autres valorisent le modèle de la lutte pour les droits civiques des Noirs américains. Des porte-parole comme Kaïssa Titous, animatrice de Radio-beur, et les animateurs du journal *Sans-frontière* (1979–1985) militent ainsi pour une mobilisation autonome des « jeunes immigrés » pour l'égalité devant le travail, l'école ou la justice.

Les entretiens que nous avons eus avec certains de ces porte-parole montrent qu'ils se sont politisés dans les années 1970, à travers les luttes tiers-mondistes, la cause palestinienne, la mobilisation dans les cités de transit pour le droit au logement ou contre l'arbitraire policier et les expulsions². Leur radicalisme se nourrit de leur expérience vécue, des traumatismes d'une enfance passée dans les bidonvilles et les cités de transit, de ceux causés par la mort de proches tués par des policiers et des « tontons flingueurs des banlieues », autant que des contacts avec les militants d'extrême-gauche, très actifs dans les cités à la fin des années 1960 et dans les usines d'ouvriers spécialisés (OS) employant la main-d'œuvre immigrée. Parmi eux, on peut évoquer l'action des militants du Mouvement des travailleurs arabes (MTA)

2 Les témoignages que nous avons recueillis avec Stéphane Beaud ont fait l'objet d'une première analyse dans Beaud et al. (2006).

dans la première moitié des années 1970³, qui contribue à la construction d'un pôle critique opposé aux militants établis, surtout du Parti communiste français (PCF) et de la Confédération générale du travail (CGT), que ceux-là accusèrent de minorer le racisme au travail et les formes de domination des OS algériens, voire de casser toute initiative d'organisation de ces travailleurs. Sur des terrains désertés ou presque par le PCF et la CGT, ces militants d'extrême-gauche donnent un sens politique aux dispositions à la révolte des enfants d'Algériens. Les militants français prennent une part active à ces luttes, tout particulièrement les associations d'extrême gauche et celles proches des milieux chrétiens (Bouamama, 1994). Ces militants sont aux côtés des enfants d'immigrés algériens qui sont nombreux à se politiser à ces occasions. Ils se retrouveront massivement le 3 décembre 1983, place de la Bastille, à l'arrivée de la Marche pour l'égalité et contre le racisme.

Cette Marche, tous les protagonistes que nous avons rencontrés en parlent comme d'un événement structurant dans leur trajectoire militante. Son enjeu central était celui de la reconnaissance et de l'accès à la citoyenneté. Elle signifiait alors le passage à la parole publique et le franchissement des barrières sociales et mentales de la domination. Ce qui apparaît alors au grand jour, c'est la création d'une force générationnelle capable de rompre avec la phase historique précédente au cours de laquelle prédominait la conscience diffuse de subir les mêmes « galères » sans pouvoir agir sur la société. La Marche instituait une « communauté d'empreinte » (Bloch, 1993), par delà l'appartenance sexuée. Les jeunes femmes d'origine algérienne furent en effet nombreuses à y participer : nombre d'entre elles affirment à cette occasion leur désir de s'émanciper des traditions familiales mais aussi leur refus de l'injustice.

Cet élan donné par la Marche s'est traduit par l'éclosion de plus de 4000 associations principalement animées par des enfants d'immigrés algériens – femmes et hommes : associations de jeunes, de sport, à vocation culturelle, avec la constitution de groupes de théâtre et de musique, mais aussi associations plus directement militantes (Withol de Wenden, 2007). Il faut dire que le contexte était devenu plus favorable aux immigrés et à leurs enfants avec l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 et les premières mesures prises en faveur des quartiers (opérations d'encadrement des jeunes pendant l'été, subventions aux associations, développement des dispositifs de réhabilitation des immeubles, etc.). Les militants beurs ont rencontré les attentes des responsables socialistes qui cherchaient à promouvoir une petite élite sociale à même d'encadrer la jeunesse des quartiers et peut-être plus fondamentalement de combattre la xénophobie.

Notre enquête met au jour les ressorts du militantisme associatif chez ces enfants d'immigrés algériens en examinant au plus près leur trajectoire sociale (voir : Beaud et al., 2006). Au début des années 1980, ils sont soit des étudiants soit des jeunes ouvriers. Dans les deux cas, ce sont des jeunes qui se sont confrontés brutalement à un système scolaire encore caractérisé par son niveau élevé de sélection et par la

3 Sur l'action des militants du MTA, voir Hajjat, (2006).

brutalité de ses verdicts. Ces jeunes ont été scolarisés dans une école qui n'était pas encore devenue « l'école de masse », l'orientation des enfants d'ouvriers vers le lycée général étant beaucoup moins fréquente et leurs parcours scolaires beaucoup plus courts qu'aujourd'hui.

Les étudiants interviewés ont cherché à travers le militantisme associatif à concilier ascension scolaire et fidélité au groupe. Fidélité souvent renforcée par leur sentiment d'illégitimité au contact des « vrais » étudiants, ceux issus des classes moyennes et supérieures encore très dominants au sein des populations étudiantes. Ces étudiants beurs sont à l'image des « boursiers » dont parle Richard Hoggart, disposés à un travail critique par le fait de cumuler succès scolaires et stigmates sociaux⁴. Quant aux ouvriers devenus militants, il s'agissait souvent de jeunes ouvriers frustrés scolairement, qui ont gardé de leur passage par l'école le souvenir douloureux de leur élimination précoce et un désir puissant de revanche sociale. Ils ont trouvé, à travers les associations de jeunes, le moyen de poursuivre en autodidacte leur propre formation mais aussi d'exprimer leur sentiment d'injustice. Comme tous les militants, les beurs qui se sont engagés dans les associations au début des années 1980 présentaient ainsi des trajectoires assez différentes de celle, modale, des membres de leur groupe d'origine : marquées par une ascension plus ou moins forte, elles expliquent les rencontres qu'ils firent avec des travailleurs sociaux et des militants aguerris, qui les incitèrent souvent à se professionnaliser dans le travail social ou à faire de la politique. Tous les témoins de cette période racontent ainsi que ces personnages eurent sur eux une grande influence : ils les ont introduits à l'univers du militantisme, aiguillant souvent à leur fois leur sens critique et leur dispositions à la culture. Les militants beurs ont grandi dans les années 1970 dans des quartiers caractérisés par une certaine mixité sociale, où les associations étaient souvent animées par ces militants des classes moyennes et du haut des classes populaires. Au début des années 80, s'engager dans une association, cela revenait à prendre place dans un champ local militant, encore ouvert et assez densément peuplé : le militantisme local accompagnait de ce fait la trajectoire sociale ascendante des militants beurs. L'engagement politique ou altruiste fut pour ces nouveaux militants une manière de donner sens à leur parcours parfois exceptionnel : la singularité de leur trajectoire les portait à cette foi dans l'engagement qu'on trouve généralement exprimée chez les militants d'extraction modeste (Pudal, 1989).

Cette mobilisation associative des enfants d'Algériens s'est maintenue jusqu'au début des années 1990, mais avec de moins en moins de vigueur. En fait, nombre d'entre eux ont été conduits au découragement et peu à peu à désertier les quartiers.

4 Un témoignage allant dans ce sens est analysé dans Laacher (1993).

4 L'abandon du terrain

Cet abandon du terrain par les plus militants parmi les membres de cette génération doit être d'abord situé dans l'évolution de leur position dans le cycle de vie. Ils sont souvent entrés dans la vie associative quand ils avaient entre 16 et 24 ans, beaucoup étaient alors, comme nous l'avons dit, des étudiants ou des jeunes ouvriers cherchant à quitter la condition ouvrière. Comme les militants français avant eux, certains sont sortis de la vie associative locale au moment où ils sont partis des quartiers, souvent après la naissance de leurs enfants qu'ils ont voulu protéger face aux évolutions du cadre de vie. Les conditions d'existence dans les cités connaissent en effet une dégradation accélérée à partir de la deuxième moitié des années 80, liée principalement au chômage, à la précarité structurelle de l'emploi et à la spécialisation des quartiers en zones de relogement pour ménages pauvres et immigrés⁵. De l'avis même des militants que nous avons rencontrés, il devint nécessaire pour eux d'en sortir tant la détérioration des conditions de vie menaçait leur projet de mobilité sociale et les rendait pessimistes sur la possibilité d'une issue collective à la situation vécue. La paupérisation des quartiers et leur ambiance de désordres, sous l'effet d'une petite délinquance et des trafics de drogue qui se développent alors de manière plus visible, forçait ainsi au départ vers des quartiers plus protégés une partie des militants issus de l'immigration alors en voie d'accession aux classes moyennes.

A ce facteur, il faut ajouter celui de la déception politique et du sentiment de trahison par la gauche de gouvernement⁶. La Marche de 1983 ne peut pas se comprendre indépendamment de l'arrivée de la gauche au pouvoir, en mai 1981, qui fit lever un grand espoir chez les enfants d'immigrés et leur famille. Beaucoup d'entre eux crurent au mot d'ordre de la rupture avec les politiques antérieures en matière d'immigration et espérèrent en la réduction des inégalités sociales. De solides attaches et de grandes attentes faisaient que les beurs étaient ancrés à gauche. Mais à regarder de près l'histoire du mouvement des « jeunes immigrés », on est frappé de voir à quel point les lendemains ne tardèrent pas à déchanter.

Les événements de Talbot, en janvier 1984, vont avoir de fortes répercussions sur la vision du monde des porte-parole du mouvement beur⁷. Ils marquent à leurs

5 Sur l'évolution du peuplement et la paupérisation des quartiers, voir Bachmann et al. (2002).

6 Le militantisme et le découragement des militants de cité sont au centre de mon livre (Masclet, 2003).

7 Un mois après l'arrivée triomphale de la Marche à Paris, les usines Talbot de Poissy se mettent en grève. Les grévistes, des OS marocains pour la plupart, font l'objet d'attaques physiques des membres de la CSL (Confédération des syndicats libres). Les CRS interviennent et sont accueillis chaleureusement par les ouvriers non grévistes, certains criant même : « Aux fours, les Arabes », « les Noirs à la Seine »... Les « Marcheurs » sont choqués par les images télévisées de ces événements et les déclarations du premier ministre, Pierre Mauroy, pour qui les grévistes sont avant tout des immigrés manipulés « par des groupes et mouvements qui n'ont rien à voir avec la société française ». Kaïssa Titous, figure importante du mouvement beur, explique que « c'est à ce moment-là que l'exploitation de notre communauté m'est apparue la plus flagrante, la plus sauvage. Parce qu'à ce moment-là, le gouvernement a dit « les revendications des travailleurs de chez Talbot ne

yeux la transformation d'un conflit de travail en un conflit racial, le rejet radical de leurs parents après tant de sacrifices, alors que nombre d'entre eux arrivent usés à l'âge de la retraite, exténués par leur vie d'OS. La « mode beur », issue de la Marche et célébrée dans les gazettes, prend soudain une autre signification : les beurs sont d'autant plus valorisés qu'ils affichent une distance avec leurs origines ouvrières, d'autant plus appréciés qu'ils n'apparaissent plus comme des « prolétaires arabes ». Le terme « beur », qui servait d'emblème à ces jeunes pour se désigner et dire leur communauté d'expériences en tant qu'enfants d'Algériens, change de sens : de simple mot, il devient pour les autres une appellation détournée de son sens par les médias, qui permet de masquer le mépris et les inégalités vécues au quotidien par leurs familles.

De nombreux autres faits, durant l'année 1984, confirmèrent l'impression que la gauche se détournait de plus en plus des immigrés et de leurs enfants. Si la gauche a réellement rompu pendant les trois premières années du gouvernement avec les politiques antérieures en matière d'immigration et d'intégration, si de nouvelles lois et mesures administratives ont été décidées qui stabilisèrent de fait la vie des familles immigrées, le recul devint visible après les élections municipales de 1983 où l'extrême droite sortit de sa marginalité politique. Sous l'impulsion du Front national (FN), l'immigration est portée au premier plan de l'actualité et devient l'objet de toutes les surenchères. La gauche de gouvernement développe dès lors une attitude ambiguë en se repliant sur une ligne de défense qui consiste, écrit Danièle Lochak, à « essayer de démentir par ses discours et par ses actes le laxisme dont on l'accuse » (Lochak, 1994). La lutte contre l'immigration clandestine redevint un objectif affiché de la politique du gouvernement, les promesses du droit de vote des immigrés aux élections locales et d'abolition de la « double peine » furent sans cesse ajournées, donnant l'impression, notamment aux militants beurs, d'un double discours de la gauche à l'égard des immigrés. La signification des événements de Talbot pour les enfants d'immigrés ne peut pas être analysée en dehors de ce contexte de revirement idéologique de la gauche au pouvoir : il devint clair pour nombre d'entre eux que les proclamations de solidarité à leur égard et à celui de leurs parents ne seraient plus suivies d'effets. Une partie des porte-parole de la Marche appelèrent dès lors à un repli sur « la base », à l'organisation autonome des habitants des quartiers issus de l'immigration, à la radicalisation sur une base communautaire. À l'opposé de la marche de 1983, qui posait en son principe la rencontre des adultes et des jeunes, des Français et des Maghrébins, du centre-ville et des quartiers, il s'agit désormais de défendre la base par la base.

Ce « basisme » des porte-parole beurs, du moins des plus radicaux d'entre eux, manifeste sans aucun doute une réaction de défense, voire d'hostilité, face à

font pas partie des réalités françaises». La phrase de Pierre Mauroy traduit très certainement le trouble des esprits laïques face à la revendication des ouvriers musulmans de Talbot d'obtenir des lieux de prière dans les ateliers. Revendication incompréhensible pour les leaders du mouvement ouvrier, qui la jugent incongrue et vont alors la condamner publiquement.

la promotion médiatique d'une élite « beur » perçue par eux comme déconnectée de la réalité des cités et de l'immigration, soupçonnée d'être fascinée par la gauche parisienne. Mais il est aussi une stratégie pour continuer d'exister politiquement dans le champ associatif dans un contexte marqué par la création de SOS racisme au début de l'année 1985. Cette nouvelle association s'est en effet imposée d'autant plus facilement dans les médias comme l'héritière naturelle des beurs qu'il n'y avait pas d'organisation nationale ou de porte-parole susceptible de représenter l'ensemble des « jeunes issus de l'immigration ». Dans cette conjoncture, la défense de la base permit à certains porte-parole beurs de se distinguer, de valoriser leur action et d'exister politiquement aussi bien à l'extérieur de SOS racisme que dans ses rangs, où figuraient de nombreux enfants d'immigrés (Juhem, 2002). Alors que s'étiolait le mouvement beur, certains de ses porte-parole ont cherché à sauver ainsi leur identité politique en devenant, pour quelques-uns d'entre eux, de redoutables tacticiens.

Il faut garder à l'esprit que, en dehors de SOS racisme, les militants beurs n'eurent pratiquement aucun débouché politique au niveau national, où ils ne purent que très difficilement accéder aux responsabilités, y compris au sein des partis de gauche, qui semblèrent alors se méfier de ces enfants d'immigrés revendicatifs⁸. Ce fut également vrai au niveau local, où bien peu de « militants de cité » siégèrent dans les conseils municipaux, relégués qu'ils furent à des positions non éligibles sur les listes de candidats. Quelques-uns ont bien été associés aux équipes municipales, mais le plus souvent à des postes subalternes ou cantonnés à jouer un rôle de « pompiers » dans les quartiers. Ils passèrent rapidement aux yeux de la base pour des « beurs de service » tant ils semblèrent n'avoir d'autre fonction que d'attester l'anti-racisme des élus de gauche auprès des populations. L'absence de promotion politique a contribué de surcroît à pousser hors des cités celles et ceux qui disposaient des ressources scolaires et professionnelles pour construire ailleurs leur existence.

Nous avons observé durant les années 1990 ce rendez-vous manqué entre la gauche et les beurs : alors que ces derniers manifestaient encore un intérêt pour la politique, celle-ci resta le plus souvent sourde à leur désir de reconnaissance. Le mécanisme de « consécration des dévouements », qui avait longtemps prévalu à gauche, se grippa donc au détriment des enfants des cités mobilisés socialement et politiquement. Ils firent les frais de la montée du Front national, et plus généralement des attitudes xénophobes et sécuritaires prêtées à la population, y compris aux catégories populaires.

L'absence de reconnaissance « par le haut » des militants de cité explique que nombre d'entre eux renoncèrent peu à peu à leur activité associative et que les beurs n'aient pas vraiment eu d'héritiers : les plus jeunes se sont montrés d'autant moins prêts à reprendre les associations qu'ils ont eu le sentiment qu'on les enfermait dans un rôle subalterne, qu'on cherchait à les maintenir absolument sur « le terrain », en

8 Sur la fermeture du champ politique aux militants issus de l'immigration maghrébine, voir Geisser (1997).

les privant de toute forme de gratification. La dépolitisation des quartiers qu'on observe aujourd'hui s'explique en partie par ce manque de reconnaissance matérielle et symbolique dont on sait l'importance dans la vie militante (voir: Gaxie, 1977). Mais la déstabilisation des associations et la crise de l'engagement s'expliquent tout autant par les divisions internes au quartier nées de la dégradation sociale et économique autant que du désir d'échapper individuellement aux effets de la pauvreté.

5 Des quartiers divisés contre eux-mêmes

L'ensemble des études consacrées aux « jeunes des cités » insiste sur la diversité de leurs profils selon le type de trajectoire scolaire et professionnelle et les ressources acquises dans la famille. En ce sens, ces jeunes n'ont jamais formé une catégorie homogène. Même au plus fort de la mobilisation associative du début des années 1980, des divisions existaient entre eux. Trois groupes de force inégale étaient ainsi fréquemment repérés : les jeunes lycéens et étudiants formaient le groupe central, autour duquel gravitaient les jeunes sans qualification, sans emploi et plus ou moins impliqués dans la délinquance, et les jeunes ouvriers ou intérimaires (Dubet, 1987). Ces groupes se disputaient la manière d'occuper les clubs de jeunes, la cohabitation entre eux était donc loin d'être harmonieuse. Mais des alliances étaient possibles, en particulier entre jeunes ouvriers et étudiants. De plus, le travail des plus militants d'entre eux s'avérait essentiel dans la construction d'un « équilibre des tensions »⁹. C'est cet équilibre entre ces groupes de force inégale qui par la suite a été perdu, fragilisant de fait la plupart des associations.

Le climat s'est en effet tendu, au fur et à mesure de la recomposition des destins juvéniles sous le double effet de la fermeture du marché du travail aux jeunes sans qualification scolaire et professionnelle et de la prolongation des scolarités d'une autre partie de la jeunesse. Le destin professionnel des jeunes sortis du système scolaire sans bagage, comme c'est le cas pour nombre d'enfants des cités¹⁰, est en effet devenu d'autant plus sombre que la nature des emplois a changé et que les mécanismes de sélection sur le marché du travail se sont durcis. Une des grandes caractéristiques de la génération des jeunes nés à partir des années 1980 est qu'elle a dû, comme les autres fractions de la jeunesse populaire¹¹, affronter un marché du travail tendu et un système d'emploi précarisé. Le contraste est ici saisissant avec la jeunesse populaire des « Trente glorieuses » à laquelle appartenaient les militants beurs car, à cette période, il y avait des places dans de nombreux segments du marché de l'emploi – notamment dans les activités fortement demandeuses de main-d'œuvre non qualifiée : mines,

9 L'expression est empruntée à Norbert (1985).

10 Selon une récente enquête de la DARES, 43 % des garçons de parents maghrébins sortant de l'école en 1998 étaient sans diplôme, contre 27 % pour les jeunes femmes de la même origine, voir : Lainé et al. (2005).

11 Sur la jeunesse rurale, voir Renahy (2005).

industries métallurgiques et mécaniques. Le coût social et psychologique de l'échec scolaire était donc, pour les intéressés, bien moins important, en ceci que l'on pouvait pallier une mauvaise scolarité en faisant ses preuves au travail. Aujourd'hui, la part des ouvriers non qualifiés s'est considérablement réduite et, surtout, les exigences des employeurs se sont élevées, à la faveur – si l'on peut dire – de l'installation d'un chômage de masse des jeunes. Les bacheliers sont plus souvent recherchés par les entreprises pour leur polyvalence potentielle, leurs capacités supposées d'adaptation liées à leur parcours scolaire, leur profil psycho-social. Dans les métiers du tertiaire d'exécution où la question de la présentation de soi et du savoir faire relationnel est souvent décisive, les garçons de cité, pas ou peu diplômés, peuvent aussi se retrouver en concurrence avec des filles de même niveau scolaire qu'eux mais au comportement plus adapté aux normes sociales : nécessité de réagir vite et bien aux diverses demandes du client, de garder son calme, de faire preuve de « self control » (Beaud et al., 2003). En conséquence, les non-diplômés, qui sont souvent aussi les moins « policés », se trouvent structurellement exclus du marché du travail (Beaud et al., 2003). Si la génération précédente des enfants d'immigrés commençait à être touchée par le chômage des jeunes, le phénomène était sans commune mesure avec les cohortes qui lui ont succédé dix ou quinze ans plus tard.

A partir des années 1990, on observe en effet qu'une partie des jeunes reste rivée à la cité, sans possibilité réelle de décrocher un emploi et de construire une vie adulte. Une partie des jeunes qui hier devenaient intérimaires ou ouvriers a glissé dans l'exclusion sociale. Dans le même temps, ces jeunes apparaissent d'autant plus isolés que toute une autre partie des jeunes des cités connaissent eux des scolarités meilleures qui les conduisent au lycée et au baccalauréat. Au début des années 1980, les jeunes d'origine immigrée qui allaient au lycée général étaient minoritaires au sein de leur classe d'âge¹². Par la suite, la croissance « exponentielle » des effectifs de l'enseignement secondaire long entre 1986 et 1994 a profité aux classes populaires et notamment aux enfants d'ouvriers. Par exemple dans l'académie de Lille, cette catégorie de jeunes progresse dans les filières technologiques aussi bien que dans celles scientifiques, progression qui les protège de plus en plus du chômage (Bernard, 2003). A un moment où la détention de capitaux scolaires apparaît plus que nécessaire pour accéder à l'emploi, le fossé se creuse, au sein même des quartiers populaires, entre les familles qui peuvent investir dans l'avenir scolaire de leurs enfants et les autres. Pour cette raison, les jeunes sortis précocement de l'école représentent de plus en plus la minorité négative : le baccalauréat jouant dorénavant le rôle de point zéro dans l'échelle du prestige social, ces jeunes sont perçus jusque dans leurs familles comme les recalés définitifs du système social et eux-mêmes ont intériorisé cette forme d'indignité mesurée à la distance qui sépare de ce diplôme¹³.

12 Voir le rapport Lebon-Marangé (1982).

13 Nus avons analysé ces tensions intrafamiliales entre parents et enfants et entre membres de la fratrie, liés aux destins scolaires et professionnels des jeunes, dans : Maslet (2001a).

Ce mécanisme de marginalisation interne au quartier est décisif : il favorise l'isolement social des jeunes sans qualification scolaire et professionnelle autant que l'autonomisation d'une « culture de rue », c'est-à-dire un ensemble d'attitudes de défi et de provocation par lesquelles ils cherchent à affirmer leur force individuelle et collective au sein même du quartier. On constate ainsi un durcissement des relations entre ceux qui peuvent se raccrocher à l'école et la fraction de ceux qui sont portés à rejeter l'institution qui les rejette. Alors que les lycéens et les étudiants cherchent à construire un capital scolaire, qu'ils considèrent comme le plus à même de leur permettre de « s'en sortir » (i. e. accéder à un emploi, même peu qualifié), les jeunes exclus scolairement ne peuvent que s'appuyer sur un capital physique, chaque jour plus dévalué, y compris dans leur propre milieu. Leur coexistence dans un même espace explique en grande partie le recours à la violence physique de certains d'entre eux, contre l'institution scolaire, bien sûr, mais également contre leurs camarades les plus proches (Bonelli, 2008). Ces oppositions internes au groupe sont ainsi allées à l'encontre des collectifs qui s'étaient construits sur une base locale.

Par exemple, dans l'association de jeunes que nous avons observée dans les années 1990 (Masclet, 2001b), les attitudes de défi et la violence de certains adolescents rendirent très difficiles le travail d'encadrement des jeunes, au point de décourager les plus militants et de pousser les lycéens et les étudiants à éviter le local de l'association. Ces jeunes démunis étaient conduits à manifester une forme exacerbée de jalousie sociale envers celles et ceux qui « réussissent » et dont la proximité physique, sociale, familiale leur rappelait crûment leur propre échec. Inversement, leur attitude a nourri leur détestation chez les lycéens et les étudiants et plus généralement tous ceux qui peuvent nourrir le projet d'évoluer socialement et de quitter le quartier. Contrairement à la génération précédente, les jeunes du quartier pouvaient d'autant moins nouer des alliances que la distance entre eux était devenue plus grande. Cette association a ainsi été frappée de plein fouet par le durcissement des tensions entre les groupes de jeunes, au point que ses responsables ont préféré renoncer à leur activité dans le quartier.

Outre ces divisions internes à la jeunesse, nourries par le décalage entre la proximité spatiale et l'inégalité sociale des destins, la généralisation de l'offre scolaire a également eu pour effet de transformer en profondeur le rapport au militantisme. D'une part, les jeunes que l'école exclut précocement peuvent aujourd'hui plus difficilement se relever à travers le militantisme¹⁴. Ils apparaissent plus dominés que leurs aînés qui devenaient ouvriers. La possibilité d'occuper un emploi stable assurait aux beurs une régularité plus grande des revenus qui autorisait une décohabitation parentale, des possibilités d'installation matrimoniale, bref une indépendance symbolique et matérielle gage d'une émancipation sociale et culturelle. Les membres pas ou peu diplômés de la génération actuelle se retrouvent, eux, durablement privés d'emploi

14 Sur la disqualification sociale des élèves des lycées professionnels, voir entre autres Beaud et al. (2003).

stable et des attributs sociaux qui lui sont associés. Ils sont tout autant privés des occasions de se construire dans les épreuves de la vie au travail et, plus largement, dans celles de la vie sociale. L'allongement de la post-adolescence prend une forme particulière quand elle est associée à la pauvreté matérielle, au désœuvrement et au sentiment de disqualification sociale. D'où l'importance de la vie en cité, qui vient offrir un substitut à l'absence de socialisation professionnelle et de statut valorisé.

D'autre part, s'il est aujourd'hui plus facile pour une autre partie de la jeunesse des quartiers de poursuivre une scolarité longue, les profils de ces jeunes ne ressemblent plus tellement à ceux des étudiants du début des années 1980. Ils bénéficient de la démocratisation scolaire et peuvent plus aisément prétendre faire des études que leurs aînés. Les étudiants inscrits dans les filières sélectives coupent les ponts d'autant plus vite avec le quartier qu'ils sont moins isolés socialement à l'université que ne l'étaient les premiers étudiants beurs. Mais le plus grand nombre des nouveaux étudiants originaires des cités éprouvent en réalité beaucoup de difficultés à se conformer à ce que l'université attend d'eux : moins sélectionnés scolairement que leurs aînés, ils sont à la fois moins « bûcheurs » et surtout moins sûrs d'eux-mêmes (Beaud, 2002). Le mot d'ordre, pour eux, semble à présent d'échapper individuellement aux effets de la pauvreté et de la mauvaise réputation.

La plus grande fragilité de ces « dominés aux études longues »¹⁵ n'explique cependant pas seule qu'ils se tiennent à présent plus souvent à l'écart du militantisme local. Beaucoup de ceux rencontrés jugent à présent leur quartier « impossible » : les tensions avec les jeunes démunis sont trop fréquentes et trop importantes pour qu'ils envisagent de s'y impliquer eux-mêmes. Une autre raison fondamentale est aussi qu'ils ont rarement été mis en situation de se former politiquement. La scène des quartiers s'est en effet vidée des militants syndicaux ou politiques et des mouvements de jeunesse que les militants beurs avaient eux rencontrés durant leur jeunesse et dont le rôle formateur fut essentiel dans leur parcours social. L'accroissement de la ghettoïsation a joué en ce sens : non seulement les occasions de rencontre avec ces militants, qui sont partis des quartiers, sont devenus extrêmement rares, mais de surcroît le militantisme local revêt aujourd'hui davantage la dimension d'un enfermement : militer dans une association de cité ne met plus en contact avec les membres des classes moyennes, mais devient lourd du risque de se retrouver isolé dans « son » quartier, en quelque sorte prisonnier du ghetto. Les jeunes plus ou moins diplômés ne peuvent pas accepter de payer ce prix¹⁶.

L'exit des meilleurs apparaît cependant d'ampleur variable selon l'évolution des quartiers. Il est très important dans les zones les plus ghettoïsées, qui sont précisément celles où les émeutes de novembre ont été les plus virulentes. Dans ces quartiers vivent aujourd'hui en grand nombre les familles des nouvelles immigrations,

15 Cette expression insiste sur l'écart entre les titres scolaires obtenus et les positions professionnelles occupées, ces jeunes étant souvent exposés au déclassement. Voir Schwartz (1998).

16 Cette analyse est tirée des entretiens menés par Stéphane Beaud et moi auprès de jeunes des quartiers.

principalement d'Afrique noire. Comme le montre Hughes Lagrange, ce sont les enfants de ces familles pauvres et nombreuses qui étaient les plus impliqués dans ces émeutes, ces derniers cumulant tous les handicaps : en plus du dénuement économique et du choc de la confrontation culturelle vécue dans des familles récemment stabilisées en France, ces jeunes ont poussé dans des quartiers souvent excentrés, où la mixité sociale est à son point le plus bas et où les associations sont depuis longtemps au point mort (Lagrange, 2006). À l'inverse, dans certaines communes de la banlieue parisienne, moins affectées par la ghettoïsation – souvent en raison d'un contrôle actif du peuplement des quartiers par les municipalités – ces processus d'enfermement dans le ghetto jouent moins. On y observe donc encore aujourd'hui un militantisme local, chez certains accédants aux classes moyennes, même si ce militantisme n'a plus la même vivacité qu'au temps des beurs¹⁷.

Contrairement aux événements du début des années 1980, les émeutes de novembre n'ont pas donné lieu à un fort activisme militant. Nous avons montré qu'il fallait prendre en compte l'histoire du militantisme dans les quartiers populaires pour rendre compte de ce silence : les militants de cité de la génération beur, qui avaient eux accédé à la parole, ne sont plus mobilisés. Leur départ des cités – dont l'évolution contredisait de plus en plus leur trajectoire en ascension – et la faible reconnaissance qu'ils ont tirée de leur engagement associatif expliquent leur *exit*. Mais nous avons aussi mis en lumière que le militantisme qu'ils avaient contribué à renouveler dans les cités a été fragilisé par certaines évolutions structurelles qui sont allées dans le sens d'une modification profonde des destins des jeunes des quartiers. D'une part, tout un ensemble de jeunes sans qualification scolaire a basculé dans le chômage de masse et l'exclusion sociale. D'autre part, toute une autre partie de la jeunesse a pu au contraire tirer profit de la démocratisation scolaire. Entre ces deux pôles de la jeunesse, les tensions ont augmenté, sur fond de ghettoïsation des quartiers, au point de rendre souvent impossible le travail militant. Les jeunes exclus scolairement et professionnellement forment aujourd'hui dans les quartiers la « minorité des pires »¹⁸, face à laquelle la « minorité des meilleurs » – ceux dont la trajectoire relativement ascendante pourrait vouer à prendre la parole – s'avère souvent impuissante.

6 Références bibliographiques

- Bachmann, Christian et Nicole Le Guennec. 2002. *Violences urbaines*. Paris : Hachette.
- Barthélémy, Martine. 2000. *Associations : un nouvel âge de la participation ?* Paris : Presses de sciences po.

17 Pour un exemple d'association dans un quartier de la banlieue parisienne, voir Boussad (2007).

18 Pour reprendre le vocabulaire de Norbert Elias (2001).

- Beaud Stéphane. 2002. *80% au bac... et après? Les enfants de la démocratisation scolaire*. Paris: La Découverte.
- Beaud Stéphane et Olivier Masclet. 2006. Des «Marcheurs» de 1983 aux «émeutiers» de 2005. Deux générations sociales d'enfants d'immigrés. *Annales*, 4: 809–843.
- Beaud Stéphane et Michel Pialoux. 2003. *Violences urbaines, violences sociales. Genèse des nouvelles classes dangereuses*. Paris: Fayard.
- Bloch, Marc. 1993. *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*. Paris: Armand Colin.
- Bodin, Louis, Jeanne Piret. 1963. Le comportement politique dans les grands ensembles de la région parisienne. *Revue française de science politique*, 4: 243–278
- Bonelli, Laurent. 2008. *La France a peur. Une histoire sociale de l'«insécurité»*. Paris: la découverte.
- Bouamama, Saïd. 1994. *Dix ans de marche des beurs. Chronique d'un mouvement avorté*. Paris: Desclée de Brouwer.
- Boussad, Mahroug. 2007. Des enfants d'immigrés et leurs rapports à une municipalité communiste. Etude ethnographique dans un quartier de banlieue parisienne. Mémoire de M1, Université René Descartes.
- Chamboredon Jean-Claude et Madeleine Lemaire (1970). Proximité spatiale et distance sociale. Les grands ensembles et leur peuplement. *Revue française de sociologie*, 21: 3–33.
- Convert, Bernard. 2003. Des hiérarchies maintenues. Espace de disciplines, morphologie de l'offre scolaire et choix d'orientation en France, 1987–2000. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 149: 61–73.
- Coutant, Isabelle. 2005. *Délits de jeunesse*. Paris: La découverte.
- Dubet, François. 1987. *La galère. Jeunes en survie*. Paris: Fayard.
- Elias, Norbert. 1985. *La société de cour*. Paris: Flammarion.
- Elias, Norbert. 2001. *Logiques de l'exclusion*. Paris: Pocket.
- Fourcaut, Annie. 1986. *Bobigny, banlieue rouge*. Paris: Presses de la Fondation des sciences politiques
- Gaxie, Daniel. 1977. Economie des partis et rétributions du militantisme. *Revue française de sciences politiques*, 27: 142–176.
- Geisser, Vincent. 1997. *Ethnicité républicaine*. Paris: Presses de sciences po.
- Guglielmo, Raymond et Brigitte Moulin. 1986. Les grands ensembles et la politique. *Hérodote*. 43: 39–74.
- Hajjat, Abdellali. 2006. L'expérience politique du mouvement des travailleurs arabes. *Contretemps*. 16: 76–85.
- Hajjat, Abdellali. 2006. Quartiers populaires et désert politique. *Manière de voir*, 89.
- Hirschman, Albert. 1995. *Défection et prise de parole*. Paris: Fayard.
- Juhem, Philippe. 2002. SOS – racisme, histoire d'une mobilisation «apolitique». Contribution à une analyse des transformations des représentations politiques après 1981. Thèse de doctorat de science politique, Université de Paris-X-Nanterre.
- Lagrange, Hughes. 2006. «Autopsie d'une vague d'émeutes». In Hughes Lagrange et Marco Oberti (Eds.), *Emeutes urbaines et protestations. Une singularité française*. Paris: Presses nationales de la fondation des sciences politiques.
- Jazouli, Adil . 1986. *L'action collective des jeunes Maghrébins de France*. Paris: L'Harmattan.
- Kokoreff, Michel. 2003. Il y a du politique dans les quartiers. *Le Passant ordinaire*, 44.
- Kokoreff, Michel. 2008. *Sociologie des émeutes*. Paris: Payot.
- Laacher, Smaïn. 1993. «Regards croisés sur la citoyenneté ou la politique comme souci du monde». In Le Cour Grandmaison Olivier et Catherine Withol de Wenden (dir.), *Les étrangers dans la cité*. Paris: La Découverte.

- Lainé Frédéric et Mahrez Okba. (2005). Jeunes de parents immigrés: de l'école au métier. *Travail et emploi*, 103: 143–167
- Lapeyronnie, Didier. 1987. Assimilation, mobilisation et action collective chez les jeunes de la seconde génération de l'immigration maghrébine. *Revue française de sociologie*, 28: 287–318.
- Lebon-Marangé. 1982. *L'insertion professionnelle des enfants d'immigrés*. Paris: La Documentation française.
- Le Goaziou Véronique et Laurent Mucchielli (dir.). *Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de novembre 2005*. Paris: La découverte.
- Lochak, Danièle. 1994. « Les socialistes et l'immigration, 1981–1993 ». In Olivier Le Cour Grandmaison et Catherine Wihtol de Wenden (dir.). *Les étrangers dans la cité: expériences européennes*. Paris: La Découverte.
- Masclet, Olivier. 2003. *La Gauche et les cités, enquête sur un rendez-vous manqué*. Paris: La dispute.
- Masclet Olivier. 2001a. Des parents immigrés pris au piège de la cité. *Cultures et conflits*, 3: 154–178.
- Masclet, Olivier. 2001b. Mission impossible. Ethnographie d'un club de jeunes. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 136–137: 35–45.
- Mauger, Gérard. 2006. *Les bandes, le milieu et la bohème populaire: étude de sociologie de la déviance des jeunes des classes populaires (1975–2005)*. Paris: Belin.
- Mauger, Gérard. 2006. *L'émeute de novembre 2005: une révolte protopolitique*. Broissieux: Editions du Croquant.
- Mucchielli Laurent. 2006. « Les émeutes de novembre 2005: les raisons de la colère. » In Le Goaziou Véronique et Laurent Mucchielli (dir.), *Quand les banlieues brûlent. Retour sur les émeutes de novembre 2005*. Paris: La découverte.
- Pudal, Bernard. 1989. *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*. Paris: Presses de la FNSP.
- Renahy Nicolas. 2005. *Les gars du coin*. Paris: La Découverte.
- Schwartz, Olivier. 1998. La notion de « classes populaires ». Habilitation à diriger des recherches en sociologie, Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines.
- Tilly, Charles. 1986. *La France contestée de 1600 à nos jours*. Paris: Fayard.
- Weil, Patrick. 1991. *La France et ses étrangers*. Paris: Gallimard. Folio.
- Withol de Wenden, Catherine et Remy Leveau. 2007. *La beurgéoisie*. Paris: CNRS-Editions.